



LEVÉE DU MORATOIRE SUR LA PRODUCTION PORCINE LETTRE AU MINISTRE MULCAIR

par Dre Céline Leheurteux, m.v. et Dr Martin Ouellet, m.v.

Hemmingford, le 1^{er} novembre 2005

M. Thomas J. Mulcair
Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Monsieur le Ministre,

Le lancement en grande pompe de votre politique de développement durable l'automne dernier nous avait redonné l'espoir que la conciliation entre le développement économique et l'environnement pourrait être possible au Québec. À vrai dire, nous n'en croyions pas nos oreilles. Un an plus tard, le ton a malheureusement changé.

« IL N'Y AURA PLUS DE CONTRAINTES À LA PRODUCTION PORCINE [...] LE DÉBAT DE SOCIÉTÉ VA SE FAIRE AU NIVEAU MUNICIPAL », expliquait Serge Bouchard, membre de votre ministère, au journal *La Terre de chez nous* en juillet dernier. Selon nous, les débats de société ne doivent pas se faire dans les municipalités. C'est une stratégie contre-productive et dangereuse.

Votée en douce en juillet, la levée du moratoire sur la production porcine a refait surface depuis quelques semaines suite aux manifestations de citoyens, coalitions rurales et associations médicales s'y opposant.

Nous sommes médecins vétérinaires et donc en mesure de comprendre les enjeux de la production agricole, de la santé publique et de l'environnement. Dans les dernières semaines, nous nous sommes informés de façon objective en consultant des sources de différents intérêts. Nous avons également discuté avec des collègues oeuvrant en production porcine, en environnement et en clinique. Nous sommes unanimes, le Québec n'est pas prêt à lever le moratoire sur la production porcine qui avait comme objectif d'étudier cette problématique et de mettre en application les solutions existantes pouvant limiter les impacts de cette industrie. Or, depuis sa mise en place en 2002, rien n'a vraiment changé.

Votre gouvernement se targue d'être l'instigateur d'une politique de développement durable et ignore les recommandations de la commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) lorsque vient le temps de mettre celles-ci en application. Cette commission a donné l'opportunité à toutes les parties de s'exprimer et a dressé un portrait objectif de l'industrie porcine. Les recommandations du BAPE devraient être à la base de l'élaboration d'une stratégie à la fine pointe des connaissances actuelles. Cette stratégie est essentielle pour l'avenir compétitif du porc québécois et la protection de notre santé et de celle de l'environnement. Après avoir coûté 1,6 millions de dollars aux contribuables québécois, les recommandations du BAPE semblent avoir été mises sur une tablette.



Lendemain de pluie dans le bassin de Chambly en Montérégie ...
(© Martin Ouellet)

Notre société regorge de professionnels de différents horizons possédant l'expérience et les connaissances pouvant mener à des solutions concrètes aux problèmes relatifs à la production porcine. Pourquoi ne pas les mettre à profit? Les preuves scientifiques démontrant l'impact négatif de la production porcine industrielle telle que pratiquée à l'heure actuelle abondent et sont accablantes. L'Association médicale canadienne et l'Association médicale québécoise recommandent le prolongement du moratoire. Qu'avez-vous à répondre à leurs arguments?

Il est inutile de revenir sur les statistiques concernant la production porcine industrielle puisqu'elles sont disponibles dans de nombreux documents pertinents. Nous tenons cependant à souligner les points qui devraient faire l'objet de mesures visant à protéger la santé publique et notre environnement déjà sévèrement fragilisé :

- 1 les surplus de **phosphore** dans une grande partie des cours d'eau et des terres agricoles;
- 2 la **déforestation** accélérée afin d'augmenter les surfaces d'épandage pour le lisier liquide;
- 3 la perte subséquente de **biodiversité**, la disparition d'espèces et la monotonie du paysage;
- 4 la contamination par les **pesticides** utilisés massivement dans les **monocultures de maïs** et de soya;
- 5 les surplus de **nitrites** qui résultent de l'utilisation de fertilisants et leur implication invoquée dans l'incidence de certains types de cancers;
- 6 la quantité de **coliformes** répandue dans les sols et les cours d'eau dépassant la capacité d'absorption du milieu;
- 7 la contamination des **eaux de surface**, des **puits** et de la **nappe phréatique** en plus des 10 litres d'eau consommés quotidiennement par chaque porc à l'engraissement dans certaines régions où l'eau potable commence à être un facteur limitant;
- 8 l'utilisation de **farine carnée** en alimentation porcine encore permise et pouvant favoriser l'émergence de maladies traversant les barrières interspécifiques;
- 9 les résidus d'antibiotiques utilisés comme facteurs de croissance et leur rôle dans le phénomène préoccupant de l'**antibiorésistance** en santé humaine et animale;
- 10 les normes déficientes en **bien-être animal** (isolement des truies dans des cages exiguës, sevrage précoce) et leurs impacts négatifs sur la productivité et la santé animale;
- 11 le problème persistant des **odeurs** qui nuisent à la villégiature et à l'agrotourisme dans son ensemble;
- 12 les **conflits civils** de plus en plus nombreux dans nos campagnes.

Suite à la page 20

Note de la rédaction : Le contenu de cette lettre reflète le point de vue des auteurs uniquement.



Nouvelles des membres (suite)

SUITE DE LA LETTRE AU MINISTRE MULCAIR

Selon notre analyse de la problématique, la gestion du lisier liquide est à la base d'une grande partie de ces problèmes accablants. Nous voudrions comprendre pourquoi votre gouvernement n'explore pas l'élevage sur litière solide tel que recommandé par le rapport de la commission du BAPE.

La marge de profit est très mince pour le producteur porcin québécois et le marché est contrôlé en grande partie par les États-Unis. La nécessité d'atteindre un volume de production permettant de rester compétitif sur le marché mondial soutient l'objectif de doubler la production porcine québécoise dans les prochaines années. Comme vous le savez, l'avenir économique du Québec réside aussi dans le développement de produits de qualité visant des marchés spécifiques afin de se démarquer et non de compétitionner avec les géants américains. Les agriculteurs ont besoin de support afin de développer des produits à valeur ajoutée leur permettant de se distancer des monocultures et de la production porcine. Ils sont laissés à eux-mêmes dans les mains d'intégrateurs leur offrant une solution clés en main très alléchante dans le contexte économique actuel.

En cédant à l'appât du gain que peut représenter la production porcine nous tombons dans le même piège que certains états américains et la Bretagne. Il est simpliste de voir la production porcine comme l'*Eldorado* agroalimentaire et de ne pas apprendre des erreurs des autres. Seules les recettes sont comptabilisées, sans considérer les coûts faramineux de la pollution, de la déforestation et des problèmes de santé engendrés par la production porcine. Ces impacts aussi ont une valeur économique importante et d'autres pays l'ont compris avant nous. Tous les citoyens ont à défrayer pour le profit de quelques intégrateurs industriels. **Nous exportons des millions de porcs et gardons la pollution pour les nouvelles générations.**

Faisons-nous les bons calculs en polluant nos cours d'eau pour aspirer à être le plus gros producteur de porcs au Canada pendant que nos réserves d'eau douce auront une valeur économique bien plus grande dans le futur? Est-ce une stratégie économique dont nous devrions être fiers et qui s'inscrit dans une optique de développement durable?

Nous aimerions être mis au courant des progrès tangibles qui ont été réalisés pour protéger la santé publique et l'environnement dans ce dossier depuis la mise en place du moratoire en 2002. Nous attendons avec impatience vos réponses afin de les interpréter avec objectivité. Nous sommes des citoyens informés et responsables outrés par le manque de cohérence de votre gouvernement. Nous nous efforcerons de faire en sorte que notre entourage nous suive dans cette contestation face à un gouvernement trop souvent à l'écoute de certains intérêts corporatifs et qui ne cesse de galvauder le concept de développement durable.

Bien à vous,

Dre Céline Leheurteux, médecin vétérinaire

Dr Martin Ouellet, médecin vétérinaire